

Annexe I. Glossaire¹⁸⁴

Compte : Déclaration des récentes transactions et du solde qui reste. Un compte est un outil qui enregistre, relativement un aspect donné de la vie économique, (a) les utilisations et les ressources ou (b) la variation de l'actif et les variations des passifs et/ou (c) le stock des actifs et passifs disponibles à un moment donné ; les comptes des transactions comprennent un solde qui est utilisé pour équilibrer les deux parties de la comptabilité (par exemple, les ressources et les utilisations) et qui est, en soi, une mesure de la performance économique.

Adaptation : Ajustement des systèmes naturels ou humains en réactivité à des stimuli climatiques actuels ou attendus ou à leurs effets, qui modère le dommage ou exploite les possibilités avantageuses.¹⁸⁵ Différents types d'adaptation peuvent être distingués :

- **L'adaptation par anticipation** : Adaptation qui a lieu avant que les effets du changement climatique soient constatés. Appelée aussi adaptation proactive.
- **L'adaptation autonome** : Une réactivité inconsciente au changement climatique, provoquée par les changements automatiques dans un système naturel et/ou dans les systèmes humains. Appelée aussi adaptation spontanée.
- **L'inadaptation** : Mesures prises qui tendent à accroître la vulnérabilité et à diminuer la résistance au changement climatique, contrairement à l'intention de départ
- **L'adaptation projetée**: Adaptation qui est le résultat d'une décision politique délibérée, fondée sur les connaissances disponibles signalant que les conditions ont changé ou sont sur le point de changer et que des mesures sont nécessaires à prendre pour revenir à l'état souhaité, s'y maintenir ou l'atteindre.¹⁸⁶

Capacité d'adaptation : Le potentiel ou l'aptitude à s'adapter (à modifier ou à mieux répondre) à un système de stimuli climatiques ou à leurs effets ou impacts. Il existe six facteurs déterminants de la capacité d'adaptation¹⁸⁷ : 1) Les ressources économiques, 2) la technologie, 3) l'information et les connaissances ; 4) l'infrastructure ; 5) les institutions ; 6) l'équité. L'incertitude entourant la capacité d'adaptation est l'une des principales restrictions de l'estimation des coûts de l'adaptation.

Estimation des coûts de l'adaptation : Variation du total des I&FF dans les mesures qui influent sur les émissions de GES entre le scénario de référence et le scénario d'adaptation

Déficit de l'adaptation : Le défaut de capacité d'adaptation face au changement et à la variabilité climatiques. Il est important de s'attaquer au déficit de l'adaptation avant d'entreprendre de nouvelles activités d'adaptation.¹⁸⁸

¹⁸⁴ Plus de précisions sont disponibles en ligne à <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/glossary.asp> et http://www.ipcc-nggip.iges.or.jp/public/2006gl/pdf/0_Overview/V0_2_Glossary.pdf

¹⁸⁵ GIEC, 2007

¹⁸⁶ GIEC, 2007

¹⁸⁷ www.interclimate.co.uk

¹⁸⁸ www.interclimate.co.uk

Gestion adaptative : La gestion adaptative vise à utiliser de manière énergique la gestion comme un outil pour sonder stratégiquement le fonctionnement d'un écosystème. Les interventions sont conçues pour tester les principales hypothèses relatives au fonctionnement de l'écosystème. La gestion adaptative détermine les incertitudes, puis établit des méthodologies pour tester les hypothèses relatives à ces incertitudes. La gestion y est utilisée, non seulement comme un outil servant à faire évoluer le système, mais également comme un outil servant à en apprendre davantage sur le système. Elle est axée sur le besoin d'apprendre et sur le coût de l'ignorance, alors que la gestion traditionnelle est axée sur la nécessité de préserver et sur le coût de la connaissance.

Scénario d'adaptation : Le scénario d'adaptation comporte les nouvelles mesures devant être prises pour répondre aux effets potentiels du changement climatique. Le scénario d'adaptation devrait décrire les évolutions socioéconomiques attendues, les changements technologiques, les nouvelles mesures pour répondre aux impacts potentiels du changement climatique et les investissements escomptés dans le secteur, compte tenu de la mise en œuvre des mesures visant à répondre aux effets potentiels. Le scénario d'adaptation devrait englober des renseignements sur la nature, l'ampleur et le calendrier des investissements.

Les actifs : Les actifs sont des entités qui fonctionnent comme des dépôts de la valeur et sur lesquels les droits de propriété sont appliqués par les unités institutionnelles, individuellement ou collectivement, et à partir desquels des avantages économiques peuvent être tirés par leurs propriétaires par leur tenue ou utilisation au cours d'une période de temps. (Les avantages économiques se composent des revenus primaires provenant de l'utilisation de l'actif et de la valeur, y compris les pertes et profits éventuels qui pourraient être réalisés par le dépôt de l'actif ou sa résiliation)¹⁸⁹

Scénario de base ou de «situation de statu quo» : Mesure ou fait standard auquel d'autres mesures ou faits peuvent être comparés, suppose qu'aucune nouvelle mesure supplémentaire n'est prise pour lutter contre le changement climatique.

Compte de capital : Enregistre toutes les transactions dans les actifs non financiers.

Dépenses en capital : Une dépense en capital se produit lorsqu'une entreprise dépense de l'argent, soit pour acheter des immobilisations, soit pour ajouter à la valeur d'un actif fixe ayant une durée de vie utile qui s'étend au-delà de l'année d'imposition. Les dépenses en capital sont utilisées par une entreprise pour acquérir ou mettre à niveau des actifs physiques, tels que des équipements, des biens ou des bâtiments industriels.

Dépenses en capital dans l'industrie pétrolière : Pour l'acquisition ou la modernisation des biens matériels pour la production de pétrole, le transport (gazoducs et autres formes de transport) et les bâtiments industriels (raffineries).

¹⁸⁹ SNA93

Dépenses en capital dans l'industrie gazière : Pour l'acquisition ou l'amélioration des biens matériels pour la production de gaz, le transport (gazoducs et autres formes de transport) et les bâtiments industriels (usine de gaz naturel et de gaz liquide).

Stock de capital – brut : La valeur de tous les actifs fixes encore en usage au prix d'acquisition réel ou estimé actuel de nouveaux actifs du même type, indépendamment de l'âge des actifs.

Stock de capital – net : La somme des valeurs enregistrées de tous les actifs fixes encore en usage est décrite comme étant le stock de capital net. Elle peut également être décrite comme étant la différence entre le stock de capital brut et la consommation de capital fixe.

Piégeage et stockage du dioxyde de carbone (PSC) : Ensemble de technologies qui peuvent être utilisées pour capter le dioxyde de carbone (CO₂) provenant des processus industriels et de la production d'électricité, pour le séparer et le purifier, le transporter vers un site de stockage et le comprimer en une forme appropriée pour le stockage. Ainsi, le PSC est une stratégie d'atténuation fondée sur le captage du CO₂ à partir de grandes sources d'émissions et le stockage des émissions au lieu et place de leur libération dans l'atmosphère. Le PSC peut contribuer de manière significative aux réductions d'émissions réalisées dans le cadre d'un scénario d'atténuation. Toutefois, avant que la mise en œuvre à grande échelle du PSC se produise, une mise au point des technologies liées principalement au piégeage du CO₂, est encore nécessaire.

Banque centrale : L'institution financière publique qui est l'autorité monétaire. Elle émet les billets et parfois les pièces de monnaie et peut détenir tout ou partie des réserves internationales du pays.

Administration centrale : L'autorité politique de l'administration centrale s'étend sur l'ensemble du territoire du pays, l'administration centrale a le pouvoir d'imposer des taxes à toutes les unités résidentes et non résidentes engagées dans des activités économiques du pays

Scénarios relatifs au changement climatique (scénario d'atténuation, scénario d'adaptation) : Descriptions cohérentes, compatibles et plausibles au plan intérieur, du climat futur, compte tenu de certaines hypothèses sur la croissance des émissions de GES et d'autres facteurs qui pourraient influencer le climat dans le futur. Les incertitudes associées à la modélisation des scénarios climatiques futurs ont été subdivisées par le Centre Hadley, en trois grandes catégories : (1) l'incertitude relative aux émissions, (2) la variabilité climatique naturelle et (3) l'incertitude relative à la modélisation.¹⁹⁰

Société : Une société est une entité juridique, créée dans le but de produire, pour le marché, des biens ou des services qui peuvent être source de profit ou autres gains financiers, pour son (ses) propriétaire (s). Elle est possédée collectivement par des actionnaires qui ont le pouvoir de nommer des administrateurs chargés de sa gestion générale.

¹⁹⁰ UKCIP

Actifs cultivés : Sont les animaux sur pied destinés à la reproduction (y compris le poisson et la volaille), les produits laitiers, le tirant d'eau, etc. et les vignobles, les vergers et autres plantations d'arbres donnant des récoltes répétées de produits, qui sont sous le contrôle, la responsabilité et la gestion directs d'unités institutionnelles.

Dettes (Emprunts internationaux) : Les capitaux hors frontières ou extraterritoriaux. La dette est une importante source de financement supplémentaire qui fournit des ressources à des emprunteurs qui ont fait preuve d'une capacité à rembourser. La dette internationale englobe les prêts accordés par les banques commerciales et les ventes d'obligations sur le marché des capitaux. Les prêts de banques commerciales couvrent généralement des périodes allant de quelques jours à quelques années. Les obligations ont généralement des échéances plus longues, allant jusqu'à des décennies. Les prêteurs veulent généralement peu de risques et sont prêts à accepter des rendements plus faibles que ceux exigés par les investisseurs en capitaux propres.

Note : Il n'y a pas de garantie que la dette internationale sera investie dans de nouvelles infrastructures physiques, les entreprises et les gouvernements qui empruntent de l'argent sont capables de l'utiliser pour couvrir les besoins de leur fonctionnement. La dette internationale représente près de 20% du total des investissements mondiaux et une part raisonnable du total des investissements réalisés par les gouvernements et les entreprises.

Entreprise d'investissement direct – étranger : Une entreprise constituée ou non constituée en société, dans laquelle un investisseur non résident détient plus de 10% des actions ordinaires ou des voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

Secteur économique : L'économie peut être classée en subdivisions appelées secteurs qui partagent les mêmes produits et services ou des produits et services en rapport. Dix secteurs économiques sont identifiés dans les livres comptables nationaux, cependant, les 10 secteurs économiques pour lesquels les données relatives à la formation brute de capital fixe (FBCF) (et à l'IED) sont disponibles, ne correspondent pas toujours aux secteurs utilisés pour les études d'atténuation et d'adaptation. L'agriculture et la sylviculture, par exemple, sont étudiées séparément dans le présent document, mais font partie du même secteur économique pour les calculs des données relatives à la FBCF et à l'IED :

- 1) L'agriculture, la chasse, l'exploitation forestière et la pêche
- 2) Les mines et carrières
- 3) La fabrication
- 4) L'approvisionnement en électricité, gaz et eau
- 5) Le transport, la manutention et les communications
- 6) L'intermédiation financière et immobilière, la location et les activités commerciales
- 7) Le bâtiment
- 8) Le commerce en gros et le commerce en détail, la réparation de véhicules à moteur, des motos, etc., les hôtels et les restaurants
- 9) L'administration publique et la défense, la sécurité sociale obligatoire

10) L'éducation, la santé et le travail social, autres services communautaires, sociaux et personnels.

Les secteurs émetteurs : Le Groupe de travail III du RE4 du GIEC¹⁹¹ a déterminé huit principaux secteurs émetteurs de GES (avec le pourcentage de leur contribution relative aux émissions mondiales) :

- 1) L'approvisionnement en énergie 21.0% (englobe la génération, le transfert et la distribution)
- 2) L'agriculture 14.0%
- 3) Le transport 13.0%
- 4) Le bâtiment 8.0%
- 5) L'approvisionnement en combustibles fossiles 5.0%
- 6) Les déchets 3.0%
- 7) L'industrie 19.0%
- 8) La foresterie 17.0%.

Subventions énergétiques : Toute action du gouvernement intéressant principalement le secteur de l'énergie, qui abaisse le coût de production énergétique, augmente le prix perçu par les producteurs d'énergie ou réduit le prix payé par les consommateurs d'énergie.¹⁹²

Fonds propres : Actif impliquant la propriété d'un bien après le règlement de toutes les dettes en rapport avec ce bien.

Sociétés financières : Les sociétés ou quasi-sociétés résidentes, exerçant principalement l'intermédiation financière ou des activités financières auxiliaires étroitement liées à l'intermédiation financière. Par exemple, les banques et les compagnies d'assurance qui fournissent des services financiers à des sociétés non financières, aux ménages et aux gouvernements. Ils sont généralement à l'origine de 1 à 7% des investissements dans de nouveaux actifs physiques

Flux financiers : Un flux financier implique une dépense permanente liée à l'atténuation du ou à l'adaptation au changement climatique, qui n'implique pas l'acquisition ou un investissement dans des biens matériels, comme la gestion des forêts ou les soins de santé

Flux économiques : Rendent compte de la création, transformation, échange, transfert ou extinction de la valeur économique. Ils impliquent des modifications dans le volume, la composition ou la valeur de l'actif et du passif d'une unité institutionnelle.

Investissement étranger direct (IED) : La catégorie des investissements internationaux qui rend compte de l'objectif d'une entité résidente dans une économie donnée, d'obtenir un

¹⁹¹ GIEC, 2007c

¹⁹² Agence internationale de l'énergie -A IE, 1999

intérêt durable dans une entreprise résidente dans une autre économie.¹⁹³ Comme l'étude est focalisée sur l'investissement dans de nouveaux actifs physiques, deux valeurs du total des IED peuvent être établies pour chaque pays :

- **L'IED importé tel que documenté** : L'investissement de fonds propres dans de nouveaux actifs physiques et dans l'acquisition d'actifs physiques et financiers disponibles, dans le pays bénéficiaire.
- **L'IED ajusté** : L'IED importé, tel que documenté, moins la valeur des acquisitions effectuées dans le pays bénéficiaire, plus la valeur des ventes internationales effectuées dans le pays bénéficiaire découlant des opérations de fusions et d'acquisitions (F&A)

Des données concernant l'IED importé, mais pas les F&A, sont disponibles par secteur. En résultat de quoi, les estimations de l'IED pour certains secteurs ou régions sont, soit grandes, soit petites par rapport à l'investissement dans de nouvelles installations physiques.

Devises (total des réserves) : Le total des réserves comprend les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux, les réserves et avoirs en devises du FMI, soumis au contrôle des autorités monétaires. La composante or de ces réserves est évaluée à la fin de l'année (Décembre 31), au cours de Londres. Les données doivent être documentées en valeur actuelle du dollar des États-Unis (US \$)

Modèles de circulation générale (MCG) : Ensemble de modèles numériques représentant les processus physiques survenant dans l'atmosphère, les océans, la cryosphère et sur la surface terrestre. Il s'agit là des outils les plus avancés dont on dispose actuellement pour la simulation de la réactivité du système climatique de la planète à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre. Seuls les modèles de circulation générale, éventuellement en combinaison avec des modèles imbriqués régionaux, peuvent potentiellement fournir des estimations géographiquement et physiquement cohérentes des changements climatiques régionaux, qui sont nécessaires à l'étude d'impact.

Intensité des GES : Les émissions par unité de production.

Collectivités : Les collectivités sont les administrations nationales, départementales, étatiques et locales d'un pays. Elles investissent dans des actifs à long terme, tels que l'infrastructure de transport, l'approvisionnement en eau, les écoles et les hôpitaux, les infrastructures côtières, et les écosystèmes naturels. Les collectivités sont généralement à l'origine de 10 à 15% du total des investissements dans les actifs physiques dans un pays.

Produit intérieur brut (PIB) : La somme de la valeur ajoutée brute de l'ensemble des producteurs résidents aux prix de base, plus les taxes, moins les subventions dont bénéficient les produits. Le PIB est calculé sans déduction de l'amortissement des biens fabriqués ou de l'épuisement et dégradation des ressources naturelles. Les données sont en valeur actuelle du

¹⁹³ Banque mondiale (2006a), Banque mondiale (2006b) et BAD (2006); le document Les IED par secteur économique est disponible auprès de la CNUCED (2006a)

dollar des Etats-Unis. Les chiffres en dollars des Etats-Unis sont convertis à partir des monnaies nationales en utilisant les taux de change officiels de la même année.¹⁹⁴

Formation brute de capital : Est mesurée par la valeur totale de la formation brute de capital fixe, les variations de stocks et des acquisitions, moins les cessions d'objets de valeur pour une unité ou un secteur.

Stock brut de capital : Valeur de tous les actifs fixes encore en usage, aux prix d'acquisition réels ou estimés de nouveaux actifs de même type, indépendamment de l'âge des actifs.

Formation brute de capital fixe (FBCF) : Est la dépense sur les nouveaux actifs physiques dans un pays pendant une année et est signalée dans la comptabilité nationale d'un pays. Mesurée par la valeur totale des acquisitions d'un producteur, moins les cessions d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certains ajouts à la valeur des actifs non produits (tels que les actifs souterrains ou les améliorations importantes dans la quantité, la qualité ou la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles. Selon le Système comptable national de 1993, établi par le Groupe de travail inter-secrétariats sur la comptabilité nationale, les acquisitions nettes d'objets de valeur sont également prises en considération dans la formation de capital. La FBCF est la mesure la plus complète et la plus cohérente des investissements actuels dans les actifs physiques disponibles.¹⁹⁵

Revenu national brut (RNB) : Le PIB moins le net des impôts perçus sur la production et les importations, moins la rémunération des salariés et les revenus de propriétés à payer au reste du monde, plus les éléments correspondants à recevoir du reste du monde (en d'autres termes, le PIB moins les revenus primaires à payer à des unités non-résidentes, plus les revenus primaires à recevoir des unités non résidentes) ; une autre approche pour mesurer le RNB aux prix du marché consiste à calculer la valeur globale des soldes des revenus bruts primaires de tous les secteurs; (il est à noter que le RNB est identique au produit national brut (PNB), comme déjà utilisé, en général, dans la comptabilité nationale).

Secteur de l'industrie : Groupe d'établissements ou d'entreprises engagés dans les mêmes types ou types similaires d'activités de production.

Note : le raffinage du pétrole est couvert dans le secteur de l'approvisionnement en énergie ; les émissions associées à la production d'électricité sont intégrées dans le secteur de

¹⁹⁴ Sources des données : Banque mondiale (2006a) et UNSTAT (2006). Les données de la division de statistique du Secrétariat de l'ONU ont été utilisées pour les pays pour lesquels il n'y a pas de données dans le rapport de WDI.

¹⁹⁵ Les sources de FBCF pour lesquelles des données sont disponibles, sont habituellement : 1. Les ménages (y compris les institutions à but non lucratif, servant de foyers); 2. Les entreprises (financières et non financières); et 3. Les administrations. Sources des données : Base de données de la Banque mondiale (2006a) et UNSTAT (2006). Les données de l'UNSTAT ont été utilisées pour les pays pour lesquels il n'y a pas de données dans le rapport de WDI. Les données monétaires nationales peuvent être converties en dollars des Etats-Unis, en utilisant les taux de change figurant dans la base de données des Statistiques financières internationales (SFI) du Fonds monétaire international (FMI). Les valeurs manquantes peuvent être estimées en utilisant une équation de régression. Une analyse de régression a été effectuée en utilisant les valeurs de FBCF observées avec le PIB comme variable explicative.

l'approvisionnement énergétique. Pour le secteur industriel, dans le monde entier, le principal mécanisme de régulation requis consiste à veiller à ce que les possibilités de réduction des émissions de CO₂ sont cherchées et poursuivies dans le secteur industriel, une incitation financière stable à l'investissement dans des technologies à faible émission de gaz à effet de serre, comme le prix du CO₂.

Ménages : Petit groupe de personnes partageant le même espace de vie qui mettent en commun une partie ou la totalité de leurs revenus et richesse et qui consomment certains types de biens et services, principalement le logement et la nourriture, de manière collective. Les ménages sont à l'origine de 15 à 35% du total des investissements mondiaux, dont l'ensemble est supposé provenir de sources nationales. Toutefois, les envois de fonds par les membres de la famille travaillant à l'étranger sont importants pour certains pays et pourraient aider à financer l'investissement des ménages dans les pays bénéficiaires.

Investissement : L'acquisition, par un producteur, d'un actif physique, tel que le matériel durable ou d'inventaire, dans l'espoir d'une amélioration des affaires futures ou dans l'attente de rendement futur favorable, tels que le coût en capital d'un générateur fonctionnant au gaz ou d'un système d'approvisionnement en eau.

Flux d'investissement : Un "Flux d'investissements" (FI) est le coût en capital d'un nouvel actif physique ayant une durée de plus d'un an, tels que le coût en capital d'une nouvelle centrale électrique, d'une nouvelle automobile, d'un nouvel appareil ménager ou d'un nouveau système d'irrigation agricole. Flux d'investissement s'appliquent uniquement à des actifs physiques nouveaux parce qu'ils ont des implications pour le changement climatique pendant toute la durée de vie des installations et équipements acquis. L'acquisition d'un actif physique existant, tels qu'un véhicule déjà disponible, est exclue, parce que le reste de sa vie ainsi ses implications pour le changement climatique ne sont pas affectées par le changement de titulaire.

Terres cultivées : Les superficies sur lesquelles la production agricole ou horticole est menée à des fins commerciales ou de subsistance, y compris, en principe, les terres boisées, les vergers et les vignobles.

Limites de l'adaptation : L'adaptation peut réduire considérablement les effets défavorables des changements climatiques mais ne peut pas les éliminer.

Prêts : Des actifs financiers qui sont créés lorsque des créanciers prêtent directement à des débiteurs des fonds qui sont attestés par des documents non négociables ou pour lesquels le prêteur ne reçoit pas de sécurité attestant la transaction.

Machines et équipements (actifs) : Il s'agit du matériel de transport (actifs) et des machines et équipements autres que ceux acquis par les ménages pour consommation finale.

Rénovations ou agrandissements importants (des immobilisations) : Les activités qui augmentent les performances ou la capacité des actifs fixes ou qui prolongent, de manière

significative leur durée de vie prévue et qui sont, ainsi, classées comme faisant partie intégrante de la formation du capital brut fixe. La décision de rénover, reconstruire ou agrandir une immobilisation est une décision d'investissement délibérée qui peut être prise à tout moment et qui n'est pas dictée par l'état de l'actif (notez le contraste entre cet article et celui de "maintenance et réparation")

Mesures d'atténuation : Intervention anthropique visant à réduire les sources des gaz à effet de serre ou à en renforcer les puits.¹⁹⁶

Estimation des coûts de l'atténuation : Changement dans le total des I&FF dans des mesures qui affectent les émissions de GES entre les scénarios de référence et d'atténuation.

Scénario d'atténuation : Le scénario d'atténuation intègre des mesures visant à atténuer les émissions de GES, c'est-à-dire, le scénario d'atténuation devrait décrire les évolutions socioéconomiques escomptées, les changements technologiques (le cas échéant), les nouvelles mesures visant à atténuer les émissions de GES et les investissements attendus dans le secteur, compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation. Le scénario d'atténuation devrait contenir des renseignements sur la nature, l'échelle et le calendrier des investissements.

Comptabilité nationale : Cadre conceptuel complet et cohérent servant à mesurer l'activité économique d'un pays. La comptabilité nationale présente les grandes lignes des activités de production, de recette et de dépense des acteurs économiques (entreprises, gouvernement et ménages) dans une économie donnée, y compris leurs relations avec les économies et richesses d'autres pays.

L'année la plus récente pour laquelle des données de comptabilité nationale sont disponibles pour un grand nombre de pays est l'année 2000 - les pays peuvent, cependant, être encouragés à rassembler des informations pour une année plus récente comme par exemple l'année 2005. De nombreux pays présentent des rapports concernant les sources et/ou secteurs économiques, fondés sur des définitions agréées à l'échelle internationale. Les quatre sources et les 10 secteurs économiques* sont énumérés dans le tableau suivant :

Sources	Secteurs économiques
Ménages	L'agriculture, la chasse, l'exploitation forestière et la pêche
Administration publique	Les mines et carrières
Sociétés financières	La fabrication
Sociétés non financières	L'approvisionnement en électricité, gaz et eau Le transport, la manutention et les communications L'intermédiation financière et immobilière, la location et les activités commerciales Le bâtiment Le commerce en gros et le commerce en détail, la réparation de véhicules à moteur, des motocycles, etc., les hôtels et les restaurants L'administration publique et la défense, la sécurité sociale obligatoire L'éducation, la santé et le travail social, autres services communautaires, sociaux et personnels.

¹⁹⁶ GIEC, 2007

- * Les 10 secteurs économiques pour lesquels des données sont disponibles ne correspondent pas toujours aux secteurs utilisés pour l'analyse des mesures d'atténuation et d'adaptation. L'agriculture et la sylviculture, par exemple, sont analysées séparément dans le présent document, mais font partie du même secteur économique dans les comptes nationaux.

Net : Les moyens communs de se référer à des valeurs après déduction de la consommation de capital fixe (généralement utilisés comme dans "montant net du stock de capital" ou "produit intérieur net"), l'ensemble des principaux éléments d'équilibre figurant dans les comptes, de la valeur ajoutée jusqu'à l'épargne, peuvent être comptabilisés à leur valeur brute ou nette. Il convient de noter, toutefois, que le terme «net» peut, dans les comptes nationaux, être utilisé dans différents contextes, tels que celui du "revenu net provenant de l'étranger" qui est la différence entre deux flux de revenus.

Aide publique au développement nette (APD) : Les décaissements des prêts consentis à des conditions concessionnelles (nets de remboursements du principal) et des subventions accordées par les organismes officiels des membres du Comité de l'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération économique et le développement et par les institutions multilatérales et par des pays autres que ceux du CAD. L'APD englobe les prêts dont une partie, d'au moins 25%, est accordée sous forme de don (calculé à un taux de réduction de 10%). Seules les infrastructures liées aux flux de l'APD dans les différents secteurs déterminés dans la base de données du Système de notification des pays créanciers de l'Organisation pour la coopération économique et de développement économiques (OCDE) sont prises en considération dans l'analyse des investissements de capitaux.¹⁹⁷

Actifs non financiers : Entités sur lesquelles des droits de propriété sont appliqués par les unités institutionnelles, à titre individuel ou collectif, et à partir desquels des avantages économiques peuvent être tirés par les propriétaires, à travers leur détention ou leur utilisation pendant une période de temps, qui consistent en des actifs corporels, à la fois produits et non produits, et des actifs les plus incorporels pour lesquels aucun passif correspondant n'est comptabilisé.

Sociétés non financières : Sociétés dont l'activité principale est la production de produits du marché (comme les combustibles fossiles) ou de services non financiers (tels que les services de communications). Elles ont besoin de moyens matériels, tels que des bâtiments commerciaux, des usines, des installations de télécommunications, pour fournir les biens et services qu'ils offrent.

Coûts d'exploitation et de maintenance (E&M) : Les biens matériels achetés avec les flux d'investissement auront des frais d'exploitation et de maintenance (E&M) qui leur sont associés (c'est-à-dire, des coûts fixes et variables, comme les salaires et les matières premières). Les frais d'exploitation et de maintenance de nouveaux actifs doivent être intégrés dans l'évaluation des I&FF, parce que ces coûts peuvent varier considérablement en fonction des types de flux d'investissements, et peuvent avoir une incidence importante sur le coût total d'un

¹⁹⁷ CCNUCC (2007); OCDE (2007)

investissement pendant toute sa durée de vie. Par exemple, les frais d'E&M sont une part plus importante du total des coûts (coûts en capital, plus les coûts d'O & M) pour la production d'électricité fonctionnant au gaz que pour la production d'électricité photovoltaïque.

Investissement privé : Les dépenses effectuées par les institutions financières et les entreprises, à l'exclusion des investissements du secteur public et de la R&D (qu'ils soient financés par des entreprises ou des gouvernements).

Investissement privé dans l'énergie : Les dépenses infrastructurelles dans le secteur de l'énergie (production, transport et distribution des combustibles fossiles, de l'électricité et du gaz naturel) qui ont atteint la clôture financière et qui ont directement ou indirectement, servi le public. Les biens meubles et les petits projets tels que, par exemple, des moulins à vent, sont exclus.

Parité de pouvoir d'achat (PPA) : Le nombre d'unités monétaires nécessaires à l'acquisition de biens équivalents à ce qui peut être acheté avec une unité de la monnaie d'un pays ou avec une unité de la monnaie commune à un groupe de pays. On parle aussi de Niveau de pouvoir d'achat. La PPA peut être calculée sur l'ensemble du PIB, mais également à divers niveaux de ventilation, comme la formation de capital.

Sensibilité : La sensibilité est le degré auquel un système est affecté de manière défavorable ou favorable par la variabilité ou le changement climatique. L'effet peut être direct (par exemple, un changement dans le rendement des cultures en réaction à un changement dans la moyenne, la fourchette ou la variabilité de la température) ou indirect (par exemple, des dommages causés par une augmentation de la fréquence des inondations côtières dues à l'élévation du niveau des mers).¹⁹⁸

Matrice de comptabilité sociale (MCS) : Les moyens de présenter les comptes du SCN dans une matrice qui décrit les liens entre le tableau de l'approvisionnement et de l'utilisation et les comptes du secteur institutionnel ; un pôle d'intérêt typique de SAM par rapport au rôle des personnes dans l'économie peut se traduire, entre autres, par des ventilations supplémentaires du secteur des ménages et une représentation ventilée des marchés du travail (c'est-à-dire, en distinguant différentes catégories de salariés).

Subventions : Les paiements actuels sans contrepartie que les unités des administrations publiques, y compris les d'unités non résidentes, font à des entreprises sur la base des niveaux de leurs activités de production ou de la quantité ou valeur des biens ou services qu'elles produisent, vendent ou importent. Les subventions sont introduites pour des raisons sociales, économiques ou environnementales particulières, par exemple, pour fournir une énergie abordable aux groupes à faibles revenus, pour stimuler la R&D des technologies énergétiques ou pour réduire la pollution causée par la promotion des énergies renouvelables.

¹⁹⁸ RE4 du GIEC (2007)

Système de comptabilité nationale (SCN) : Se compose d'un ensemble cohérent, compatible et intégré de comptes macroéconomiques, bilans et tableaux fondés sur un ensemble de concepts, définitions, classifications et règles comptables.

Pertes au cours de la transmission et de la distribution (T&D) : Pertes électriques causées par la transmission et la distribution. Ces pertes consistent à la fois en pertes techniques, comme la perte de ligne de transmission, et en pertes non techniques, comme le vol. Les services publics, en général, essayent de réduire au minimum les pertes non techniques, certains services publics appartenant au gouvernement peuvent tolérer des pertes non techniques en guise de politique socioéconomique, c'est-à-dire fournir de l'électricité aux groupes à faible revenu.

Matériel de transport (en tant qu'actif) : Matériel utilisé pour le déplacement des personnes et des objets, autres que de tels équipements acquis par les ménages pour consommation finale.

Secteur des transports : Comprend des mouvements de passagers et de marchandises par voies routière, ferrée, aérienne, aquatique intérieure et maritime. Pour le transport maritime et aérien, à la fois, national et international, l'utilisation de l'énergie et les émissions sont comprises. Comme on pouvait s'y attendre avec des estimations provenant de différentes sources de données, il existe quelques décalages dans les données caractérisant le secteur des transports. Pour maintenir la cohérence dans l'ensemble du document, le document de 2007 du GIEC a adopté les estimations de l'AIE.

Valeur ajoutée – brute : La valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire ; Il s'agit là d'une mesure de la contribution au PIB, effectuée par un producteur, une industrie ou un secteur individuel ; la valeur ajoutée brute est la source à partir de laquelle les principales recettes de la SCN sont générées et elle est, par conséquent, reportée à la répartition primaire des revenus.

Valeur ajoutée – nette : C'est la valeur de la production moins les valeurs à la fois de la consommation intermédiaire et de la consommation de capital fixe.

Vulnérabilité : La vulnérabilité est le degré auquel un système est vulnérable et incapable de faire face aux effets néfastes du changement climatique, y compris la variabilité et les extrêmes climatiques. La vulnérabilité est fonction de la nature, de l'ampleur et du rythme des changements et variations climatiques auxquels un système est exposé, sa sensibilité et sa capacité d'adaptation.¹⁹⁹

Ressources en eau : Les ressources aquifères et autres ressources en eaux souterraines dans la mesure où leur rareté conduit à l'application de la propriété et/ou du droits d'usage, la valeur marchande et de certaines mesures de contrôle économique.

¹⁹⁹ RE4 du GIEC (2007)

Secteur de l'eau : Comprend l'offre et la demande pour les ressources en eau. L'investissement dans ce secteur, englobe les dépenses liées à la construction de nouvelles infrastructures (réservoirs, puits, dispositif de dessalement, installations de recyclage) nécessaires pour répondre à la demande projetée pour l'approvisionnement en eau, compte tenu des changements climatiques attendus, des prévisions de la croissance démographique et économique dans le cadre des différents scénarios.